Bordereau (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section e législation, première chambre, aisi par le Ministre de la Déense nationale, le 19 juin 1959, 'une demande d'avis sur un projet 'arrêté royal "modifiant l'arrêté oyal du 15 avril 1840 contenant es règlements de l'Ecole militaire", a donné le 29 juin 1959 'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e juni 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School", heeft de 29e juni 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie de manière profonde l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire.

Cet arrêté a été modifié à de nombreuses reprises explicitement ou implicitement. D'autres dispositions ont réglé des questions ayant trait à l'Ecole militaire sans s'insérer dans le règlement; on peut citer :

- l'arrêté royal du 15 janvier 1912 concernant le mariage des élèves de l'Ecole militaire;

- l'arrêté royal du 14 janvier 1936 transformant l'appellation de l'Ecole militaire en Ecole royale militaire;

- l'arrêté du Régent du 19 mars 1948 réadaptant la répartition des élèves en promotions à l'Ecole royale militaire, aux exigences de l'organisation actuelle de l'armée;

- l'arrêté royal du 21 décembre 1956 concernant l'organisation du conseil académique de l'Ecole royale militaire.

Quant au projet, sur les 169 articles de l'arrêté royal du 15 avril 1840, il en abroge 82 et en remplace 33.

Ces divers éléments montrent la nécessité d'établir une coordination des divers textes ayant trait au règlement de l'Ecole royale militaire.

\+

\+ \+

Dans l'avis qu'il a rendu le 9 janvier 1957 concernant le projet qui est devenu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, le Conseil d'Etat, examinant l'incidence du projet sur la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire, a notamment fait observer :

"Cette loi, qui a été modifiée à diverses reprises, n'est plus guère adaptée à la nouvelle organisation des forces armées.

En supprimant par l'article 28, la distinction entre armes et services, et en prenant, aux articles 1er à 5, des dispositions faisant que tous les candidats officiers se destinant aux diverses forces armées et aux divers corps peuvent accéder au grade de sous-lieutenant s'ils ont suivi les cours de l'Ecole royale militaire, à l'exception sans doute des candidats officiers médecin, pharmacien, dentiste, vétérinaire et chef de musique, le projet se substitue implicitement à l'article 1er de la loi du 18 mars 1838 et modifie, également implicitement , les dispositions de cette loi où il est question des sections des armes simples et des armes spéciales.

Les articles 17, 4° , et 25 de cette loi emploient, de plus, en ce qui concerne les officiers de marine, une terminologie différente de celle en vigueur à la force navale.

Il s'indique d'apporter à cette loi les adaptations nécessaires" (Session 1956-1957, Chambre des Représentants, doc. parl. n°681/1).

Le projet modifie l'arrêté du 15 avril 1840 qui règle l'exécution de cette loi du 18 mars 1838. Le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a faite récemment parce que le projet révèle également que la loi de 1838 n'est plus adaptée à la nouvelle organisation des forces armées. Il y a lieu de relever notamment les points suivants :

--Le projet prévoit dans les nouveaux articles 23 et 24 de l'arrêté royal de 1840 les matières enseignées aux deux sections de l'Ecole militaire; certaines matières ne sont pas prévues par l'article 4 de la loi et d'autres, par contre, dont il est fait mention dans la loi, ne sont pas prévues au projet;

- la loi prévoit en ses articles 14 et 15 la possibilité du passage d'un élève dont les résultats ne sont pas satisfaisants, dans la section de l'infanterie et celui des élèves sous-lieutenants des armes spéciales qui auraient échoué aux examens de troisième ou de quatrième année, dans l'infanterie ou dans la cavalerie; le projet ne prévoit plus de telles mesures.

Certes, ces dispositions de la loi ne correspondent plus à l'organisation actuelle de l'armée, mais il est certain que le projet n'exécute pas de façon complète la loi qui lui sert de fondement légal et que ce manque de concordance peut provoquer des litiges.

Il s'indique de porter remède à cette situation en apportant au texte de la loi toutes les adaptations nécessaires.

\+

\+ \+

Parmi les arrêtés ayant modifié l'arrêté royal du 15 avril 1840, que cite le préambule, il y aurait lieu de viser également l'arrêté royal du 15 mars 1864 qui compléta l'article 23 de l'arrêté de 1840.

+

+ +

Article 1er.

Il y a lieu de rédiger le liminaire de l'article 1er du projet comme suit :

"Article 1er.-

L'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, est remplacé par la disposition suivante : ...

... ".

+

+ +

Article 2.

Par son article 2, le projet remplace l'article 21 de l'arrêté royal du 15 avril 1840.

La nouvelle disposition prévoit notamment dans la matière du concours d'admission à l'Ecole militaire "une épreuve facultative de langue anglaise ou allemande"; elle ajoute :

"Le résultat de cette épreuve sera pris en considération dans la mesure fixée par le Ministre de la Défense nationale et seulement en faveur des candidats qui auront réussi les épreuves imposées".

Dans le projet d'arrêté royal relatif au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 9 février 1959 (L. 6364), il a été prévu par l'article 1er que le candidat officier par la voie du cadre "doit subir avec succès une épreuve littéraire et scientifique dont le programme comprend les matières du concours d'admission à la section d'infanterie de l'Ecole royale militaire, à l'exception du dessin".

Suivant cette disposition, le programme de l'épreuve littéraire et scientifique comprendra également une épreuve facultative d'allemand et d'anglais; il y aurait toutefois lieu de compléter cet article 1er en y prévoyant que les résultats de cette épreuve seront pris en considération de la même manière que pour le concours d'admission à l'Ecole royale militaire.

\+

\+ \+

Il résulte de l'article 12 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'Ecole militaire, modifié par la loi du 6 mai 1888, que le programme des épreuves de mathématiques du concours d'admission à la section des armes spéciales est différent de celui des épreuves du concours d'admission à la section d'infanterie et de cavalerie.

La dernière disposition de l'article 21 nouveau, alinéa 3, suivant laquelle "ce programme peut différer selon les sections", n'est dès lors pas exacte et doit être omise.

\+

\+ +

Articles 3 et 4.

Par ses articles 3 et 4, le projet remplace les articles 23 et 24 de l'arrêté royal de 1840. Ces deux articles fixent tous deux en un 1° les matières enseignées à l'Ecole militaire; ils prévoient également tous deux en un 2° :

"En outre, les élèves doivent présenter un travail personnel de fin d'études".

Il y aurait lieu de reprendre cette disposition sous un article 24bis.

L'article 4 du projet pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 4.-

L'article 24 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 24. ... (texte du projet) ...

Article 24bis. Tous les élèves doivent présenter un travail personnel de fin d'études".

Le signe "1°" peut dès lors être omis aux articles 23 et 24.

+

+ +

Article 5.

L'alinéa 1er du nouvel article 25 de l'arrêté de 1840, tel que le prévoit l'article 5 du projet, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Dès leur entrée à l'Ecole militaire, les élèves reçoivent, avant tout autre enseignement, une instruction militaire de base".

+

+ +

Articles 6, 7 et 8.

Les articles 6, 7 et 8 du projet remplacent les articles 26 à 28 de l'arrêté royal de 1840.

.../...

Le nouvel article 26 prévoit la publication au Moniteur belge du nombre d'élèves à admettre, l'article 27 la publication des dates des épreuves, et l'article 28 la publication de la date limite des inscriptions.

Il vaudrait mieux prévoir en un seul article ces diverses publications.

L'article 26 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 26. Avant la fin de l'année précédant celle du concours, un avis publié au Moniteur belge fera connaître :

1° les dates des diverses épreuves du concours d'admission;

2° le nombre d'élèves qui pourront être admis;

3° la date limite des inscriptions".

Pourront dès lors être omises : la dernière phrase de l'article 27 et la dernière phrase de l'article 28, alinéa 1er.

+

+ +

.../...

Article 10.

L'article 10 du projet remplace l'intitulé du paragraphe 4 du titre IV de l'arrêté royal de 1840, modifié par l'arrêté royal du 7 juin 1844, par l'intitulé suivant :

"Titre IV. § 4. Modalités de l'examen".

Comme il s'agit, suivant l'article 12 de la loi du 18 mars 1838, non d'un examen mais d'un concours, il y aurait lieu de rédiger l'article 10 du projet comme suit :

"Article 10.-

L'intitulé du paragraphe 4 du titre IV du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 juin 1844, est remplacé par l'intitulé suivant :

"§ 4. Modalités du concours".

+

+ +

Article 11.

L'alinéa 2 du nouvel article 34 de l'arrêté royal de 1840, tel que le prévoit l'article 11 du projet, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les questions seront lues aux candidats. Les trois listes de questions seront ensuite déposées dans une urne. Un des candidats extraira de l'urne la liste des questions qui feront l'objet de l'épreuve".

+

+ +

Article 14.

En disposant qu'il est loisible aux élèves "qui n'ont pas encore la qualité de militaire au moment de leur entrée à l'école, de contracter un engagement volontaire pour une durée à déterminer par le Ministre de la Défense nationale", le nouvel article 43 de l'arrêté royal de 1840 que prévoit l'article 14 du projet, ne répond pas exactement à l'intention du Gouvernement. Celui-ci entend, en effet, permettre que signent un engagement ou un rengagement au moment de leur entrée à l'Ecole militaire, les jeunes gens qui n'ont, à ce moment, ni la qualité de militaire de carrière, ni celle de milicien.

Il y aurait dès lors lieu de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 14.-

L'article 43 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 43. Indépendamment de l'engagement de six ans que les élèves sont tenus de contracter en vertu de la loi du 18 mars 1838, en entrant dans la seconde année d'études, il est loisible à ceux d'entre eux qui, au moment de leur entrée à

.../...

l'Ecole, n'ont pas la qualité de militaire de carrière ou de milicien, de contracter,à ce moment, un engagement ou un rengagement volontaire dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

Article 15.

L'article 15 du projet remplace l'article 44 de l'arrêté royal de 1840. Il gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 15.-

L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 44. § 1er. Les élèves qui n'ont pas la qualité de militaire de carrière ou de milicien paieront ... (la suite comme au projet) ...

§ 2. Les élèves qui ont la qualité de militaire de carrière ou de milicien paieront ... (la suite comme au projet) ...".

\+

\+ +

.../...

Article 21.

L'article 93 de l'arrêté de 1840, tel que le prévoit l'article 21 du projet, dispose :

"Article 93. Sans préjudice des dispositions de l'article 80, § 3, de la loi de milice, l'élève de première année qui quitte l'école ou en est renvoyé, parachève l'engagement ou le rengagement qu'il aurait souscrit avant son inscription au concours d'admission à l'Ecole militaire , sauf la résiliation de cet engagement ou rengagement, soit à sa demande, soit par mesure disciplinaire".

L'article 80, § 3, des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, dispose :

"§ 3. Le temps passé dans les écoles de l'armée à suivre des cours ayant pour objet d'augmenter l'instruction générale non militaire du volontaire ne compte pas comme service actif".

En prévoyant que l'élève de première année devra parachever son engagement ou son rengagement "sans préjudice des dispositions de l'article 80, § 3, de la loi de milice", le projet suppose que l'instruction donnée en première année à l'Ecole militaire a "pour objet d'augmenter l'instruction générale non militaire du volontaire"; il en résultera que le temps passé en première année comme élève à l'Ecole militaire ne comptera pas comme service actif au sens donné à ces mots par les lois sur la milice.

L'origine de l'article 80, § 3, des lois sur la milice doit être recherchée dans la loi du 12 mai 1927, qui inséra dans le littera a de l'article 60 des lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par l'arrêté royal du 15 août 1923, la disposition suivante :

"N'est pas compté comme service effectif, le temps passé dans des écoles de l'armée, à suivre des cours ayant pour objet d'augmenter l'instruction générale (non militaire) du volontaire. La fréquentation de ces cours n'est pas obligatoire".

Dans les travaux préparatoires de cette loi du 12 mai 1927, cette nouvelle disposition fut commentée dans les termes suivants :

"En fait, cette mesure n'est pas une innovation puisque le volontaire admis, soit à l'école centrale scientifique où il se prépare à l'épreuve préparatoire de l'examen de la sous-lieutenance ou au concours d'entrée à l'Ecole militaire, soit à l'institut militaire d'éducation physique, est astreint, par les prescriptions ministérielles, à prolonger son terme de service actif, du temps consacré à suivre les cours de ces établissements.

Cette mesure est équitable car, pendant qu'il développera, à son gré, ses connaissances générales, aux frais de l'Etat, le volontaire ne fera pas de service proprement dit" (Session 1926-1927, Chambre des Représentants, Doc. parl. n°20).

.../...

Il semble résulter de ce texte que l'on n'avait pas l'intention, à ce moment, de considérer les études faites à l'Ecole militaire comme étant des études non militaires; on considérait par contre comme étant des études ayant pour objet d'augmenter l'instruction générale, celles qui préparaient au concours d'entrée dans cette école.

Les commentateurs semblent partager ce point de vue. On peut lire, en effet, dans le commentaire de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, de M.ARCQ, directeur au Ministère de la Défense nationale , et du major LONTHIE (éd. Luttre, Office d'édition F. et N.DANTINNE, S.A., 1953, page 312) :

"Cette prescription vise l'éventualité où l'armée organiserait ou réorganiserait des écoles où l'instruction générale ordinaire serait donnée aux jeunes gens ... ".

Si l'article 93 ne va pas à l'encontre du texte de l'article 80, § 3, de la loi sur la milice, il se concilie cependant difficilement avec les travaux préparatoires de la loi de 1927.

On observera également que le projet organise un régime distinct pour les élèves de première année et ceux de deuxième année. Ceux de deuxième année, en effet, ne sont pas sous le régime d'un engagement ou d'un rengagement prévu par la loi

.../...

sur la milice,mais bien sous le régime d'un engagement de six ans souscrit par application de l'article 2 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'Ecole militaire.

Il y a toutefois lieu de souligner que l'article 93 a trait au service actif au sens de la seule loi sur la milice. En effet, l'élève de première année de l'Ecole militaire, sous le régime de l'engagement ou du rengagement, est un militaire en activité de service au sens de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées; il bénéficiera donc du traitement afférent au grade dont il est revêtu. De plus, les services qu'il aura prestés à l'Ecole militaire compteront comme service effectif pour le calcul de sa pension militaire, en application de l'article 4 des lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.

Si l'intention du Gouvernement est bien d'appliquer l'article 80 , § 3, aux engagements ou rengagements d'élèves de première année de l'Ecole militaire, il y aurait lieu de le dire en termes clairs, par exemple dans la réglementation sur les engagements et rengagements, dans laquelle pourraient être citées les différentes écoles auxquelles le régime de l'article 80, § 3, des lois sur la milice doit être appliqué.

.../...

Si, en attendant une telle réglementation, le Gouvernement estime devoir prévoir dans le projet l'application de l'article 80, § 3, des lois sur la milice aux élèves de première année de l'Ecole militaire, il y aurait lieu de le dire dans un article 94 rédigé comme suit :

"Article 94. Par application de l'article 80, § 3, des lois sur la milice, le temps passé à l'Ecole militaire comme élève de première année ne compte pas comme service actif au sens des dites lois".

L'article 94 deviendrait l'article 95. Le liminaire de l'article 21 du projet devrait être modifié; de plus, le premier membre de phrase de l'article 93 devrait être omis.

\+

\+ \+

L'article 93 appelle une seconde observation. Il dispose que l'élève de première année qui quitte l'école ou en est renvoyé "parachève l'engagement ou le rengagement qu'il aurait souscrit avant son inscription au concours d'admission à l'Ecole militaire".

Comme l'engagement peut venir à échéance entre la date de l'inscription et celle de l'admission à l'école, il serait préférable de remplacer les mots "avant son inscription au concours d'admission" par "avant son admission à l'Ecole militaire".

.../...

De plus, l'article 93 devrait mieux préciser qu'il a trait aux élèves qui, lors de leur entrée à l'Ecole militaire, ont déjà la qualité de militaire de carrière.

Il est proposé de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 93. L'élève de première année qui était déjà volontaire de carrière lors de son entrée à l'Ecole militaire doit, lorsqu'il quitte l'école ou en est renvoyé, parachever l'engagement ou le rengagement qu'il avait souscrit avant son admission à l'école, sauf si cet engagement ou rengagement est résilié à sa demande ou par mesure disciplinaire".

\+

\+ +

Article 22.

Le nouveau titre VI de l'arrêté royal de 1840, que prévoit l'article 22 du projet, est divisé en trois sections. Par souci de concordance avec le titre V, il serait préférable d'employer l'appellation "chapitres" au lieu de "sections".

\+

\+ +

.../...

Le nouvel article 139 de l'arrêté royal de 1840, que prévoit l'article 22 du projet, est rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale fixe, sans préjudice de l'application de l'article 6 de la loi du 1er mars 1958, les critères de réussite aux divers examens, et notamment ceux qui permettent de considérer les élèves comme issus de l'école d'application, aux termes de l'article 1er de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

Une commission de délibération dont le Ministre de la Défense nationale fixe la composition, est chargée de l'application de ces critères de réussite".

Cette disposition appelle deux observations.

L'article 1er de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur dispose notamment :

"Toutefois, les anciens officiers du génie ou de l'artillerie qui sont issus de l'école d'application peuvent porter le titre d'ingénieur civil s'ils sont admis dans le cadre de réserve ou s'ils quittent l'armée".

Une telle disposition de la loi ne nécessite pas la fixation de critères "qui permettent de considérer les élèves comme issus de l'école d'application". Les seuls critères qui doivent être fixés sont ceux relatifs à la réussite ou à l'échec de fin de dernière année de cette école, mais à partir du moment où l'officier a

réussi les dernières épreuves, il est considéré nécessairement comme issu de l'école. Le Gouvernement ne peut pas, comme il semble vouloir le faire, considérer que seuls certains officiers issus de l'école d'application, c'est-à-dire ceux qui répondent à des critères qui seraient fixés par le Ministre, pourraient bénéficier de l'article 1er de la loi du 11 septembre 1933.

Cette disposition doit, dès lors, être omise et l'article 139, alinéa 1er, doit se terminer aux mots "les critères de réussite aux divers examens".

\+

\+ \+

La seconde observation a trait à l'alinéa 2 de l'article 139.

Le projet crée par cette disposition une commission de délibération qui décidera, en appliquant les critères fixés par le Ministre, si tel ou tel candidat a réussi, et ce, au vu des notes et des appréciations des jurys.

Une telle mission résulte de l'article 139, alinéa 2, et de l'article 147, 2°.

Il y aurait toutefois lieu, étant donné l'importance que revêtira cette commission, de lui consacrer un article séparé qui préciserait l'exacte mission de la commission.

L'alinéa 2 de l'article 139 devrait, dès lors, être remplacé par un article qu'il appartient au Gouvernement de rédiger pour répondre exactement à ses intentions.

\+

\+ +

Le nouvel article 140 de l'arrêté royal de 1840 que prévoit le projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 140. Un classement des élèves par ordre de mérite est établi à la fin du premier semestre des études. L'élève dont l'insuffisance des notes fait craindre qu'il ne puisse suivre avec succès le cycle de formation, comparaît devant le conseil d'enquête".

\+

\+ +

Le nouvel article 143 de l'arrêté royal de 1840, que prévoit le projet, dispose :

"Les mesures à prendre à l'égard des élèves qui échouent aux examens sont définies par le Ministre de la Défense nationale. Ces mesures peuvent aller jusqu'au renvoi de l'école à l'égard des élèves des deux premières années, et au retrait de la commission à l'égard des sous-lieutenants élèves".

.../...

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition pourrait faire croire qu'il appartient au Ministre de la Défense nationale de créer des mesures à prendre en cas d'échecs aux examens; il n'en est cependant rien, car c'est la loi elle-même qui a fixé les conséquences des échecs en ses articles 15, 16 et 22. C'est également une loi, celle du 1er mars 1958, qui a institué la commission au grade de sous-lieutenant et en a prévu le retrait.

Le nouvel article 144 soulève la même objection. Il dispose, en effet, que le commandant de l'école propose à la décision du Ministre "les mesures qu'il estime convenir parmi celles qui sont prévues par le Ministre ...".

Il est suggéré de rédiger ces articles 143 et 144 nouveaux en un seul article :

"Article 143. § 1er. Le commandant de l'école fait connaître au Ministre de la Défense nationale la liste des élèves qui ont réussi les examens et celle des élèves qui ont échoué.

§ 2. Les élèves qui ont échoué peuvent faire l'objet d'une des mesures suivantes :

1° ils peuvent être, dans les limites fixées par la loi du 18 mars 1838, autorisés à recommencer l'année;

2° ils peuvent être changés de section;

3° durant les deux premières années d'études, ils peuvent être renvoyés de l'école;

4° leur commission au grade de sous-lieutenant peut être retirée.

§ 3. Les mesures prévues au § 2, 1° et 2°, sont prises par le Ministre de la Défense nationale sur proposition du commandant de l'école.

Le renvoi de l'école est prononcé par le Ministre de la Défense nationale à la suite de la procédure prévue par la loi du 18 mars 1838 et par le présent arrêté.

La commission au grade de sous-lieutenant est retirée par le Roi".

\+

\+ +

L'article 146 nouveau, prévu par l'article 22 du projet, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 146. Dans chaque section, les élèves qui ont participé aux mêmes examens, sont commissionnés au grade de sous-lieutenant à la même date.

Ils sont classés provisoirement entre eux sur base des notes obtenues pendant les deux premières années d'études, suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

L'article 147 nouveau, prévu par l'article 22 du projet, dispose en son 1° :

"La commission au grade de sous-lieutenant est retirée :

1° à l'élève qui quitte l'école parce que, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, il ne remplit plus les conditions physiques déterminées par le Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 29 du présent arrêté, ou s'avère physiquement incapable de supporter le régime de l'instruction et des études".

La compétence donnée par cette disposition à la commission militaire d'aptitude et de réforme est plus large que celle qui a été prévue par le projet d'arrêté organisant cette commission et fixant sa compétence.

L'article 2 de ce projet, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 24 novembre 1958 (L. 6330), dispose, en effet, que la commission est chargée :

"3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission".

L'article 147, 1°, prévu par le projet, ne vise pas seulement l'inaptitude définitive à tout service militaire, mais également l'inaptitude physique comme élève de l'école. En supprimant le mot "définitive" dans le projet d'arrêté sur la commission militaire d'aptitude et de réforme, les deux projets seraient mis en concordance.

Il est, dès lors, suggéré d'apporter à ce projet cette modification.

\+

\+ +

L'article 147, 3°, gagnerait à être rédigé comme suit :

"3° à l'élève qui s'est rendu coupable de faits graves, incompatibles avec son état d'officier; dans ce cas, la commission est retirée sur avis conforme du conseil d'enquête suivant la procédure fixée aux articles 80 à 90".

\+

\+ +

L'article 148, 2°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° avoir achevé entièrement sa formation à l'Ecole militaire".

\+

\+ +

Article 23.

L'article 23 du projet abroge, en son alinéa a, divers articles de l'arrêté royal du 15 avril 1840 sans indiquer les arrêtés qui ont apporté des modifications à ces articles. Il y a, dès lors, lieu de compléter cette disposition.

L'article 23 doit, de plus, abroger les arrêtés royaux des 15 mars 1864 et 24 juillet 1928 qui ont modifié implicitement l'arrêté royal de 1840 en certaines de ses dispositions que le projet abroge.

Il est suggéré de rédiger l'article 23 de la manière suivante :

"Article 23.-

Sont abrogés :

1° dans l'arrêté royal du 15 avril 1840 :

- les articles 2, 4, 10 à 15, 17, 19 et 20 formant le § 3 du titre II,
- 22,
- 31,modifié par l'arrêté royal du 13 juin 1864,
- 32 et 33,
- 37 à 42,
- 59 à 63,
- 64, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1928,
- 65 et 66,
- 67 à 71 formant le § 2 du titre V,
- 72 à 75 formant le § 3 du titre V, modifiés par l'arrêté royal du 6 août 1884,
- 79, modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1952,
- 95 et 96,
- 98 à 121 formant le § 2 du titre VI,
- 150 et 151 modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1882,
- 152,
- 153 à 156 formant le § 6 du titre VI,
- 157 à 162 formant le § 7 du titre VI,
- 166 et 167;

.../...

2° l'arrêté royal du 15 mars 1864 créant à l'Ecole militaire un cours de probabilités avec ses applications à l'artillerie, à la géodésie et à la physique;

3° l'arrêté royal du 28 janvier 1867 portant nouvelle fixation des indemnités à allouer aux professeurs universitaires et aux professeurs et répétiteurs civils de l'Ecole militaire, appelés à faire partie des jurys d'examen de sortie près de cette école;

4° l'arrêté royal du 31 janvier 1890 fixant les indemnités à allouer aux professeurs ou maîtres civils de l'Ecole militaire et aux professeurs ou maîtres de l'enseignement supérieur et moyen appelés à faire partie des jurys d'admission près de cette école;

5° l'arrêté royal du 24 juillet 1928 relatif à la solde de poche des élèves de l'Ecole militaire".

L'article 23 du projet abroge notamment l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1840,qui dispose :

"Notre Ministre de la Guerre est chargé, en conséquence, de prendre toutes les mesures réglementaires de détail, en se conformant aux dispositions du présent arrêté".

Une telle disposition revêt une certaine importance; elle permet au Ministre de prendre un règlement pour fixer les détails de l'organisation intérieure de l'Ecole militaire, ce que le Ministre n'est pas habilité à faire en vertu de l'article 169 du même arrêté qui le charge de son exécution.

.../...

Etant donné les intentions du Gouvernement, suivant lesquelles le Ministre de la Défense nationale continuera à fixer les détails de l'organisation de l'école, il n'y a pas lieu d'abroger l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1840.

Het ontwerp brengt grondige wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School.

Dit besluit is bij herhaling uitdrukkelijk of stilzwijgend gewijzigd. Andere bepalingen hebben vraagstukken geregeld in verband met de Militaire School zonder in het reglement van die school te zijn ingevoegd. Zo kan worden gewezen op :

- Het koninklijk besluit van 15 januari 1912 betreffende het huwelijk van de leerlingen der Militaire School.

- Het koninklijk besluit van 14 januari 1936 waarbij de benaming Militaire School wordt gewijzigd in Koninklijke Militaire School.

- Het besluit van de Regent van 19 maart 1948 waarbij de indeling der leerlingen in promoties, in de Koninklijke Militaire School, aan de eisen der huidige inrichting van het leger aangepast wordt.

- Het koninklijk besluit van 21 december 1956 betreffende de organisatie van de academische raad van de Koninklijke Militaire School.

- Van de 169 artikelen van het koninklijk besluit van 15 april 1840 heft het ontwerp er 82 op, terwijl het er 33 vervangt.

.../...

Uit dit alles blijkt, hoe nodig het is de teksten in verband met het reglement van de Koninklijke Militaire School te coördineren.

\+
\+ +

In zijn advies van 9 januari 1957 over het ontwerp dat de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren is geworden, heeft de Raad van State bij het onderzoek naar de terugslag van het ontwerp op de wet van 18 maart 1838 tot inrichting van de Militaire School, onder meer opgemerkt :

"Deze wet, die herhaaldelijk is gewijzigd, beantwoordt niet meer aan de nieuwe organisatie van de krijgsmacht.

Wanneer het ontwerp in artikel 28 het onderscheid tussen wapens en diensten afschaft en in de artikelen 1 tot 5 bepalingen uitvaardigt op grond waarvan alle kandidaten tot het officierschap die zich voor de verschillende krijgsmachtdelen en voor de verschillende korpsen voorbereiden, tot de graad van onderluitenant kunnen worden toegelaten zo zij de lessen van de Militaire School hebben gevolgd, met uitzondering weliswaar van de kandidaten-officier-geneesheer, -apotheker, -tandarts,-dierenarts en -kapelmeester, treedt het impliciet in de plaats van artikel 1 van de wet van 18 maart 1838 en wijzigt het, eveneens impliciet, de bepalingen van deze wet waarin sprake is van de afdelingen "gewone wapens" en "bijzondere wapens".

.../...

Bovendien is in de artikelen 17, 4°, en 25 van die wet voor de marineofficieren een andere terminologie gebruikt dan bij de zeemacht.

Aanpassing van de wet van 18 maart 1838 is dan ook gewenst" (Zitting 1956-1957, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl. doc. nr 681/1).

Het ontwerp wijzigt het besluit van 15 april 1840, dat de uitvoering van deze wet van 18 maart 1838 regelt. De Raad van State herinnert aan de opmerking die hij onlangs heeft gemaakt, omdat ook uit het ontwerp blijkt, dat de wet van 1838 niet langer is aangepast aan de nieuwe organisatie van de krijgsmacht. Zo moge onder meer op de volgende punten worden gewezen :

- In de thans ontworpen nieuwe artikelen 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1840 worden de vakken genoemd, die in beide afdelingen van de Militaire School moeten worden onderwezen; een aantal vakken zijn niet vermeld in artikel 4 van de wet, terwijl andere, die wel in de wet zijn vermeld, niet in het ontwerp zijn opgenomen.

- De artikelen 14 en 15 van de wet bepalen dat leerlingen die geen voldoende uitslagen hebben behaald, naar de afdeling infanterie, en leerlingen-onderluitenants van de speciale wapens die niet voor de examens van het derde of het vierde jaar geslaagd zijn, naar de infanterie of naar de ruiterij kunnen overgaan; zulke bepalingen komen in het ontwerp niet meer voor.

.../...

Deze bepalingen van de wet komen weliswaar niet meer overeen met de huidige legerorganisatie, maar dit neemt niet weg, dat het ontwerp de wet waarin het zijn rechtsgrond vindt, niet ten volle uitvoert en dat het gebrek aan overeenstemming een bron van geschillen kan worden.

Deze toestand moet worden verholpen door de wet overal waar dit nodig is aan te passen.

\+

\+ +

Onder de besluiten die het koninklijk besluit van 15 april 1840 hebben gewijzigd, vermelde men in de aanhef ook het koninklijk besluit van 15 maart 1864, hetwelk artikel 23 van het besluit van 1840 heeft aangevuld.

\+

\+ +

Artikel 1.

De inleiding van artikel 1 van het ontwerp dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School wordt door de volgende bepaling vervangen :

...".

\+

\+ +

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp vervangt artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 april 1840.

Volgens deze nieuwe bepaling bevat de leerstof voor het vergelijkend examen voor toelating tot de Militaire School onder meer "een facultatief examen over de Engelse of de Duitse taal"; het voegt er aan toe: "de uitslag van dit examen zal in aanmerking genomen worden in de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde verhouding, en alleen ten voordele van de kandidaten die bij de opgelegde examens zullen geslaagd zijn".

In het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de werving van beroepsofficieren langs het kader, waarover de Raad van State op 9 februari 1959 advies heeft gegewen (L.6364), bepaalt artikel 1, dat de officier langs het kader "moet geslaagd zijn voor een letterkundig en wetenschappelijk examen, waarvan het programma de vakken van het vergelijkend examen voor toelating tot de sectie infanterie van de Koninklijke Militaire School omvat, met uitsluiting van het tekenen".

Volgens deze bepaling zal het letterkundig en wetenschappelijk programma ook een facultatief gedeelte over de Engelse of de Duitse taal omvatten. In dit artikel 1 zou echter ook moeten worden bepaald, dat de uitslagen van dit examengedeelte op dezelfde wijze in aanmerking komen als voor het vergelijkend examen voor toelating tot de Koninklijke Militaire School.

+

+ +

Uit artikel 12 van de wet van 18 maart 1838 tot inrichting van de Militaire School, gewijzigd door de wet van 6 mei 1888, blijkt, dat het programma van de wiskundige gedeelten van het vergelijkend examen voor toelating tot de sectie speciale wapens verschilt van het programma der gedeelten van het vergelijkend examen voor toelating tot de sectie infanterie en ruiterij.

De laatste bepaling van het nieuw artikel 21, derde lid, volgens hetwelk "dit programma mag verschillen naargelang de afdelingen", is derhalve niet juist en behoort te vervallen.

\+

\+ \+

Artikelen 3 en 4.

De artikelen 3 en 4 van het ontwerp vervangen de artikelen 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1840. Beide artikelen bepalen onder een 1° de in de Militaire School onderwezen stof. Beide artikelen bepalen ook onder een 2° :

"De leerlingen moeten bovendien een persoonlijk werk bij het einde der studiën voorleggen".

Deze bepaling zou moeten worden opgenomen in een artikel 24bis.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 4.-

Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 24.-... (tekst van het ontwerp)...

Artikel 24bis.- Alle leerlingen moeten bij het einde der studiën een persoonlijk werk indienen".

Het teken "1°" kan derhalve vervallen in de artikelen 23 en 24.

+

\+ +

Artikel 5.

Het eerste lid van het nieuw artikel 25 van het besluit van 1840, zoals het wordt vastgesteld in artikel 5 van het ontwerp, kan beter als volgt worden gelezen :

"Dadelijk bij hun intrede in de Militaire School ontvangen de leerlingen, vóór ieder ander onderricht, een militaire basisopleiding".

+

\+ +

.../...

Artikelen 6, 7 en 8.

Deze artikelen vervangen de artikelen 26 tot 28 van het koninklijk besluit van 1840.

Het nieuw artikel 26 bepaalt, dat het aantal leerlingen die kunnen worden toegelaten, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Artikel 27 schrijft dezelfde bekendmaking voor wat de data van de examengedeelten betreft en artikel 28 wat de uiterste datum voor de inschrijvingen betreft.

Al deze bekendmakingen zouden beter in een enkel artikel worden voorgeschreven.

Artikel 26 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 26.- Vóór het einde van het jaar dat aan het jaar van het vergelijkend examen voorafgaat, geeft een bericht in het Belgisch Staatsblad kennis van :

1° de data van de verschillende gedeelten van het vergelijkend toelatingsexamen ;

2° het aantal toe te laten leerlingen ;

3° de uiterste datum voor de inschrijvingen".

Derhalve kunnen vervallen : de laatste volzin van artikel 27 en de laatste volzin van artikel 28, eerste lid.

+

+ +

.../...

Artikel 10.

Artikel 10 van het ontwerp vervangt het opschrift van § 4 van titel IV van het koninklijk besluit van 1840, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 1844, door het volgende opschrift :

"Titel IV. § 4. Modaliteiten van het examen".

Aangezien het hier volgens artikel 12 van de wet van 18 maart 1838 geen examen maar een vergelijkend examen betreft, dient artikel 10 van het ontwerp als volgt te worden gelezen :

"Artikel 10.-

Het opschrift van § 4 van titel IV van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 1844, wordt door het volgende opschrift vervangen:

"§ 4. Nadere regelen voor het vergelijkend examen".

\+

\+ +

Artikel 11.

Het tweede lid van het nieuw artikel 34 van het koninklijk besluit van 1840, zoals het wordt vastgesteld in artikel 11 van het ontwerp, kan beter als volgt worden gelezen :

... /...

"De vragen worden aan de kandidaten voorgelezen. Daarna worden de drie vragenlijsten in een bus geplaatst. Een van de kandidaten trekt uit de bus de lijst met de vragen waarover het examen zal lopen".

+

+ +

Artikel 14.

Waar het door artikel 14 van het ontwerp voorgesteld nieuw artikel 43 van het koninklijk besluit van 1840 bepaalt, dat leerlingen "die bij hun opname in de school de hoedanigheid van militair nog niet bezitten, een vrijwillige dienstverbintenis mogen aangaan voor een door de Minister van Landsverdediging te bepalen duur", beantwoordt het niet volkomen aan de bedoeling van de Regering. Het is immers de bedoeling van de Regering dat jongelieden die op dat tijdstip noch beroepsmilitair, noch dienstplichtige zijn, de gelegenheid krijgen een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis aan te gaan bij hun intrede in de Militaire School.

Dit artikel ware dus als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 43.- _ Buiten de dienstverbintenis van zes jaar die de leerlingen, krachtens de wet van 18 maart 1838, bij de aanvang van het tweede studiejaar moeten aangaan, mogen degenen onder hen die bij hun intrede in de School nog niet de hoedanigheid van beroepsmilitair of van dienstplichtige bezitten, op dat tijdstip een vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis aangaan waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt".

\+

\+ +

Artikel 15.

Dit artikel vervangt artikel 44 van het koninklijk besluit van 1840. Het kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 15.-

Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 44, § 1.- Leerlingen die de hoedanigheid van beroepsmilitair of van dienstplichtige niet bezitten, betalen de vastgestelde uitzet ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

.../...

§ 2. Leerlingen die de hoedanigheid van beroepsmilitair of van dienstplichtige bezitten, betalen ...(voorts zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Artikel 21.

Artikel 93 van het besluit van 1840, zoals artikel 21 van het ontwerp het vaststelt, bepaalt :

"Artikel 93.- Onverminderd de bepalingen van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwet, voltooit de leerling van het eerste jaar, die de school verlaat of eruit weggezonden wordt, de dienstneming of dienstherneming die hij zou ondertekend hebben vóór zijn inschrijving tot de toelatingswedstrijd van de Militaire School, tenzij deze dienstneming of dienstherneming, hetzij op zijn aanvraag, hetzij bij tuchtmaatregel, verbroken wordt".

Artikel 80, § 3, van de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten bepaalt :

"§ 3. De tijd die in de legerscholen doorgebracht wordt om de algemene niet-militaire ontwikkeling van de vrijwilliger te verhogen, wordt niet als werkelijke dienst medegerekend".

.../...

Door te bepalen dat de leerling van het eerste jaar zijn dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis moet voltooien "onverminderd de bepalingen van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwet", veronderstelt het ontwerp dat de opleiding in het eerste jaar van de Militaire School ertoe strekt "de algemene niet-militaire ontwikkeling van de vrijwilliger te verhogen"; daaruit zal volgen dat de tijd in het eerste jaar als leerling aan de Militaire School doorgebracht, niet zal worden medegerekend als werkelijke dienst in de betekenis welke de dienstplichtwetten aan die woorden geven.

De oorsprong van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwetten moet worden gezocht in de wet van 12 mei 1927 die in a van artikel 60 van de wet op de militie, op de werving en de dienstverplichtingen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 augustus 1923, de volgende bepaling heeft ingevoegd :

"Komt niet als werkelijke diensttijd in aanmerking, de in de legerscholen doorgebrachte tijd om de leergangen te volgen ter ontwikkeling van het algemeen onderricht (niet-militair) van de vrijwilliger. Die leergangen zijn niet verplichtend".

In de parlementaire voorbereiding van deze wet van 12 mei 1927 wordt bij deze nieuwe bepaling de volgende toelichting gegeven :

.../...

"Feitelijk is die maatregel geen nieuwigheid, vermits de vrijwilliger, opgenomen, hetzij in de centrale wetenschappelijke school, waar hij zich op de voorbereidingsproef tot het onderluitenantschapsexamen of op het vergelijkend ingangsexamen voor de Militaire School toelegt, hetzij in het Militair Instituut voor lichamelijke opleiding, er bij de ministeriële voorschriften toe verplicht is, zijn werkelijke dienstermijn te verlengen met de tijd die hij aan het volgen van de leergangen in die inrichtingen heeft besteed.

Die maatregel is billijk, want terwijl de vrijwilliger zijn algemene kennis naar believen ontwikkelt op kosten van de Staat, doet hij geen eigenlijke dienst" (Zitting 1926-1927, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl.doc. nr 20).

Uit deze tekst schijnt te volgen, dat het op dat tijdstip niet de bedoeling was de in de Militaire School gedane studiën als niet-militaire studiën te beschouwen; men beschouwde daarentegen als studiën om de algemene ontwikkeling te verhogen die welke een voorbereiding waren tot het vergelijkend examen voor toelating tot deze School.

De auteurs schijnen het hiermee eens te zijn. In hun "Commentaire de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service " schrijven de Hr ARCQ, directeur bij het Ministerie van Landsverdediging, en majoor LONTHIE (uitg.Luttre, Office d'édition F. en N. DANTINNE, S.A., 1953, blz. 312) :

.../...

"Cette prescription vise l'évantualité où l'armée organiserait ou réorganiserait des écoles où l'"instruction générale ordinaire serait donnée aux jeunes gens ...".

Ofschoon artikel 93 niet in strijd is met de tekst van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwet, is het toch bezwaarlijk overeen te brengen met de parlementaire voorbereiding van de wet van 1927.

Ook moge worden opgemerkt, dat het ontwerp voor de leerlingen van het eerste jaar en voor die van het tweede jaar telkens een afzonderlijke regeling invoert. De leerlingen van het tweede jaar immers vallen niet onder de regeling van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis als bedoeld in de dienstplichtwet, maar wel onder de regeling van een dienstverbintenis van zes jaar aangegaan bij toepassing van artikel 2 van de wet van 18 maart 1838 tot inrichting van de Militaire School.

Toch moet er worden op gewezen, dat artikel 93 betrekking heeft op de werkelijke dienst zoals die alleen in de dienstplichtwet is bedoeld. De leerling van het eerste studiejaar van de Militaire School, die onder de regeling staat van de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis, is immers een militair in werkelijke dienst in de zin van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht; hij zal dus

.../...

de wedde ontvangen die verbonden is aan de graad welke hij bekleedt. Bovendien zullen de diensten die hij in de Militaire School heeft verstrekt, als werkelijke dienst in aanmerking komen voor de berekening van zijn militair pensioen, bij toepassing van artikel 4 van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923.

Heeft de Regering werkelijk de bedoeling artikel 80, § 3, toe te passen op de dienstverbintenissen of nieuwe dienstverbintenissen van leerlingen van het eerste jaar der Militaire School, dan behoort dit in duidelijke bewoordingen te worden gezegd, bijvoorbeeld in de regeling betreffende de dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen, waarin melding zou kunnen worden gemaakt van de verschillende scholen waarop de regeling van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwetten moet worden toegepast.

Meent de Regering, in afwachting van zulke regeling, in het ontwerp te moeten bepalen dat artikel 80, § 3, van de dienstplichtwetten toepassing vindt op de leerlingen van het eerste studiejaar van de Militaire School, dan moet dit worden gezegd in een artikel 94, als volgt :

"Artikel 94.- Bij toepassing van artikel 80, § 3, van de dienstplichtwetten wordt de tijd als leerling van het eerste jaar in de Militaire School doorgebracht, niet medegerekend als werkelijke dienst in de zin van die wetten".

.../...

Artikel 94 zou dan artikel 95 worden.
De inleiding van artikel 21 van het ontwerp zou moeten worden gewijzigd en het eerste zinsdeel van artikel 93 behoort te vervallen.

\+

\+ +

Bij artikel 93 is nog een tweede opmerking te maken. Het bepaalt dat de leerling van het eerste jaar die de School verlaat of eruit weggezonden wordt, "de dienstneming of diensthernemning die hij zou ondertekend hebben vóór zijn inschrijving tot de toelatingswedstrijd van de Militaire School,voltooit".

Aangezien de dienstverbintenis kan verstrijken tussen de datum van inschrijving en de datum van toelating tot de School, verdient het aanbeveling de woorden : "vóór zijn inschrijving tot de toelatingswedstrijd" te vervangen door : "vóór zijn toelating tot de Militaire School".

Bovendien zou artikel 93 beter moeten doen uitkomen dat het betrekking heeft op leerlingen die, bij hun intrede in de Militaire School, reeds de hoedanigheid van beroepsmilitair bezitten.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 93.- De leerling van het eerste jaar die bij zijn intrede in de Militaire School reeds beroepsvrijwilliger was, moet, wanneer hij de School verlaat of eruit wordt weggezonden, de dienstverbintenis of

.../...

de nieuwe dienstverbintenis die hij vóór zijn toelating tot de School had ondertekend, voltooien, tenzij die dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis op zijn verzoek of bij tuchtmaatregel wordt verbroken".

+

+ +

Artikel 22.

De nieuwe titel VI van het koninklijk besluit van 1840, voorgesteld in artikel 22 van het ontwerp, is in drie afdelingen verdeeld. Terwille van de overeenstemming met titel V verdient het aanbeveling de benaming "hoofdstukken" te gebruiken, in plaats van "afdelingen".

+

+ +

Het nieuwe artikel 139 van het koninklijk besluit van 1840, zoals artikel 22 van het ontwerp het voorstelt, luidt als volgt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt, onverminderd de toepassing van artikel 6 van de wet van 1 maart 1958, de criteria van welslagen bij de verschillende examens, en inzonderheid deze volgens dewelke de leerlingen, naar de bewoordingen van artikel 1 van de

.../...

wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van het hoger onderwijs, mogen beschouwd als uit de Applicatieschool gekomen.

Een beraadslagingscommissie, waarvan de Minister van Landsverdediging de samenstelling bepaalt, is belast met de toepassing van deze criteria van welslagen".

Bij deze bepalingen zijn twee opmerkingen te maken :

Artikel 1 van de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs bepaalt onder meer :

"De oud-officieren der genie of der artillerie die uit de oefenschool komen, mogen evenwel de titel van burgerlijk ingenieur voeren, zo zij tot de reservekaders worden toegelaten of zo zij het leger verlaten".

Zulke wetsbepaling maakt het niet nodig maatstaven vast te stellen "volgens welke de leerlingen kunnen worden beschouwd als uit de Applicatieschool gekomen". Alleen zijn vast te stellen de maatstaven voor het slagen of het niet-slagen op het eind van het laatste jaar in die School; maar zodra de officier voor de laatste examens is geslaagd, wordt hij noodzakelijk beschouwd als uit de School te zijn gekomen.

.../...

De Regering kan niet, zoals haar bedoeling schijnt te zijn, oordelen dat alleen sommige officieren die uit de Applicatieschool komen, met name die welke voldoen aan sommige door de Minister vastgestelde maatstaven, in aanmerking zouden kunnen komen voor artikel 1 van de wet van 11 september 1933.

Deze bepaling moet dus vervallen en artikel 139, eerste lid, moet eindigen op de woorden "de maatstaven van welslagen bij de verschillende examens".

\+

\+ +

De tweede opmerking heeft betrekking op het tweede lid van artikel 139.

Door deze bepaling richt het ontwerp een "beraadslagingscommissie" op, die onder toepassing van door de Minister vastgestelde maatstaven zal beslissen welke kandidaten geslaagd zijn, en dit aan de hand van nota's en beoordelingscijfers van de examencommissies.

Zulke opdracht vloeit voort uit artikel 139, tweede lid, en uit artikel 147, 2°.

Gelet op het belang van deze commissie zou daaraan evenwel een afzonderlijk artikel moeten worden gewijd, waarin haar juiste taak wordt omschreven.

.../...

Het tweede lid van artikel 139 ware dus te vervangen door een artikel dat de Regering zelf dient op te stellen, zodat haar bedoeling daarin juist tot uiting komt.

\+
\+ +

Het nieuwe artikel 140 van het koninklijk besluit van 1840 hetwelk het ontwerp voorstelt, kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 140.- Op het einde van het eerste semester der studiën worden de leerlingen volgens hun verdiensten gerangschikt. De leerling wiens ontoereikende cijfers de vrees wettigen, dat hij de opleidingscyclus niet met vrucht zal kunnen volgen, verschijnt voor de onderzoeksraad".

\+
\+ +

Het nieuwe artikel 143 van het koninklijk besluit van 1840, zoals in het ontwerp voorgesteld, bepaalt :

"De maatregelen die moeten genomen worden ten opzichte van de leerlingen die bij de examens niet slagen, worden door de Minister van Landsverdediging bepaald. Deze maatregelen kunnen gaan tot de wegzending uit de school ten opzichte van de leerlingen der eerste twee jaren, en tot de intrekking van de aanstelling wat de onderluitenants-leerlingen betreft".

.../...

In deze redactie kan die bepaling de indruk wekken, dat het zaak van de Minister van Landsverdediging is, maatregelen te treffen ingeval van mislukking in het examen ; dit is nochtans niet zo, want de wet zelf heeft in haar artikelen 15, 16 en 22 de gevolgen van de mislukking bepaald. Een wet ook, namelijk van 1 maart 1958, heeft de aanstelling in de graad van onderluitenant en de intrekking van die graad ingevoerd.

Hetzelfde bezwaar geldt voor het nieuwe artikel 144. Dit bepaalt immers, dat de commandant van de School aan de Minister ter beslissing voorlegt "de toepassing van de maatregelen die hem onder deze welke door de Minister ... gepast voorkomen".

Voorgesteld wordt, deze nieuwe artikelen 143 en 144 als één artikel te lezen, als volgt :

"Artikel 143.- §1. De commandant van de School bezorgt aan de Minister van Landsverdediging de lijst van de voor de examens geslaagde en die van de niet-geslaagde leerlingen.

§ 2. Ten aanzien van niet-geslaagde leerlingen kan een der volgende maatregelen worden getroffen :

1° binnen de bij de wet van 18 maart 1838 bepaalde grenzen kan men worden toegestaan het jaar over te doen ;

.../...

2° zij kunnen naar een andere sectie worden overgeplaatst;

3° gedurende de eerste twee studiejaren kunnen zij uit de School worden weggezonden ;

4° hun aanstelling in de graad van onderluitenant kan worden ingetrokken.

§ 3. De in § 2, 1° en 2°, genoemde maatregelen worden door de Minister van Landsverdediging genomen op voorstel van de commandant van de School.

De wegzending uit de School wordt door de Minister van Landsverdediging uitgesproken nadat de in de wet van 18 maart 1838 en in dit besluit voorgeschreven procedure is gevolgd.

De aanstelling in de graad van onderluitenant wordt door de Koning ingetrokken".

\+

\+ \+

Het nieuwe artikel 146, zoals artikel 22 van het ontwerp het vaststelt, kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 146.- In elke sectie worden de leerlingen die aan dezelfde examens hebben deelgenomen, op dezelfde datum in de graad van onderluitenant aangesteld.

.../...

Zij worden, op basis van de beoordelingscijfers welke zij gedurende de eerste twee studiejaren hebben bekomen, voorlopig onderling gerangschikt volgens de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regelen".

\+

\+ +

Het nieuwe artikel 147, zoals artikel 22 van het ontwerp het vaststelt, bepaalt onder 1° :

"De aanstelling tot de graad van onderluitenant wordt ingetrokken :

1° als de leerling de school verlaat ondat hij, naar het advies van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform, de door de Minister van Landsverdediging krachtens artikel 29 van dit besluit bepaalde lichamelijke voorwaarden niet meer vervult, of lichamelijk onbekwaam blijkt te zijn om het regime van de opleiding en van de studiën te verdragen ".

De bevoegdheid welke deze bepaling aan de militaire commissie inzake geschiktheid en reform toekent, is ruimer dan die welke is vastgelegd in het ontwerpbesluit dat deze commissie heeft opgericht en haar bevoegdheid heeft vastgesteld.

.../...

Artikel 2 van dit ontwerp, waarover de Raad van State op 24 november 1958 (L.6330) advies heeft gegeven, bepaalt immers dat de commissie is gelast :

"3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van in de graad van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken".

Artikel 147, 1°, zoals het ontwerp het vaststelt, doelt niet alleen op de definitieve ongeschiktheid voor iedere militaire dienst, maar ook de lichamelijke ongeschiktheid als leerling van de School. Als in het ontwerp-besluit betreffende de militaire commissie inzake geschiktheid en reform het woord "definitieve" werd geschrapt, zou er overeenstemming zijn tussen beide ontwerpen.

Voorgesteld wordt, bedoeld ontwerp in die zin te wijzigen.

\+

\+ +

Artikel 147, 3°, kan beter als volgt worden gelezen :

"3° als de leerling zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige met de staat van officier onbestaanbare feiten. In dat geval wordt de aanstelling ingetrokken op eensluidend advies van de onderzoeksraad, volgens de in de artikelen 80 tot 90 bepaalde procedure".

\+

\+ +

De Franse tekst van artikel 148, 2°, kan beter als volgt worden gelezen :

"2° avoir achevé entièrement sa formation à l'Ecole militaire".

+

+ +

Artikel 23.

Door artikel 23, a, van het ontwerp, worden verschillende artikelen van het koninklijk besluit van 15 april 1840 opgeheven zonder vermelding van de besluiten die deze artikelen hebben gewijzigd. Deze bepaling moet dus worden aangevuld.

Artikel 23 moet ook de koninklijke besluiten van 15 maart 1864 en 24 juli 1928 opheffen vermits deze besluiten sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 1840, welke het ontwerp opheft, stilzwijgend hebben gewijzigd.

Voorgesteld wordt, artikel 23 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 23.-

Opgeheven worden :

1° in het koninklijk besluit van 15 april 1840 :
- de artikelen 2, 4, 10 tot 15, 17, 19 en 20, die § 3 van titel II vormen,
- 22,
- 31, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 1864,
- 32 en 33,
- 37 tot 42,
- 59 tot 63,
- 64, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1928,
- 65 en 66,
- 67 tot 71 die § 2 van titel V vormen,
- 72 tot 75 die § 2 van titel V vormen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 1884,
- 79, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1952,
- 95 en 96,
- 98 tot 121, die § 2 van titel VI vormen,
- 150 en 151,gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1882,
- 152,
- 153 tot 156 die § 6 van titel VI vormen,
- 157 tot 162 die § 7 van titel VI vormen,
- 166 en 167 ;

.../...

2° het koninklijk besluit van 15 maart 1864 tot oprichting bij de Militaire School van een cursus in de waarschijnlijkheidsleer met toepassing op de artillerie, op de geodesie en de natuurkunde ;

3° het koninklijk besluit van 28 januari 1867 houdende nieuwe vaststelling van de toe te kennen vergoedingen aan de universiteitsprofessoren en aan de burgerlijke professoren en repetitors van de Militaire School die ertoe geroepen worden deel uit te maken van de commissies voor de uitgangsexamens bij deze school ;

4° het koninklijk besluit van 31 januari 1890 houdende vaststelling van de toe te kennen vergoedingen aan de burgerlijke professoren of meesters van de Militaire School en aan de professoren of meesters van het hoger en middelbaar onderwijs die ertoe geroepen worden deel uit te maken van de commissies voor de ingangsexamens bij deze school ;

5° het koninklijk besluit van 24 juli 1928 betreffende de zaksoldij voor de leerlingen van de Militaire School".

Artikel 23 van het ontwerp heft onder meer artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1840 op, hetwelk bepaalt :

"Notre Ministre de la Guerre est chargé, en conséquence, de prendre toutes les mesures réglementaires de détail, en se conformant aux dispositions du présent arrêté".

.../...

Zulke bepaling heeft wel enig belang. Hierdoor kan de Minister immers een reglement vaststellen betreffende de nadere huishoudelijke inrichting van de Militaire School, hetgeen hij niet kan doen krachtens artikel 169 van hetzelfde besluit, dat hem met de uitvoering van het besluit belast.

Aangezien de bedoeling van de Regering is, dat de Minister van Landsverdediging de nadere inrichting van de School blijft vaststellen, is er geen aanleiding om artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1840 op te heffen.

---

a chambre était composée de

ssieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.